MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 25 août 2025

Résumé

Le Brésil déploie un arsenal financier et diplomatique pour mitiger l'impact des surtaxes américaines

Face aux surtaxes américaines de 50%, le Brésil élargit le plan de soutien de son économie : les aides concernent désormais non seulement les exportateurs, mais aussi leurs fournisseurs et prestataires. Un volume financier de 40 Md BRL (6,3 Md EUR) est mobilisé, complété d'un plan de 12 Md BRL pour moderniser le parc productif. Parallèlement, Brasília intensifie sa diplomatie commerciale, en ciblant notamment le Mexique et en relançant les négociations Mercosul–Canada.

LE CHIFFRE A RETENIR :

2ème place

Le Brésil est le 2ème récipiendaire d'IDE chinois derrière l'Indonésie au S1/2025 : 2,2 Md USD reçus (+5% vs. 2024) sur un total mondial de 22 Md USD.
(source : *China Global Investment Tracker*)

Portabilité du crédit à la consommation : un levier pour réduire les coûts du crédit

Le programme *Crédito do Trabalhador* a introduit cette semaine la portabilité des prêts du programme, marquant une avancée décisive pour le marché du crédit brésilien. Les travailleurs peuvent désormais transférer leur dette vers des banques offrant de meilleures conditions. Cette mesure, en renforçant la concurrence, constitue une réforme structurelle majeure, et devrait réduire les taux d'intérêt et surtout le spread bancaire, encore très élevé au Brésil.

Le marché régulé des paris en ligne : nouvel eldorado fiscal au Brésil ?

Désormais régulé, le marché brésilien des paris en ligne a généré 17,4 Md BRL de chiffre d'affaires au S1 2025, avec 17,7 M d'utilisateurs actifs. La fiscalité sur le secteur a déjà rapporté à l'Etat 4,7 Md BRL sur la période, tandis que le taux d'imposition doit passer de 12% à 18% dès octobre.

Graphiques de la semaine : Zoom sur le marché du crédit

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+4,6%	+17,1%	140 639
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+0,7%	-34,8%	140
Taux de change USD/BRL	-1,2%	-12,4%	5,41
Taux de change €/BRL	-0,9%	-1,5%	6,31

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le Brésil déploie un arsenal financier et diplomatique pour mitiger l'impact des surtaxes américaines

Face au choc des tarifs de 50% imposés par les États-Unis sur les exportations brésiliennes, le gouvernement fédéral a décidé d'élargir le champ d'action du plan *Brasil Soberano*, lancé le 13 août (voir brèves du 18 août 2025). Conçu initialement pour soutenir les exportateurs directement visés par les tarifs, une deuxième phase du programme couvrira désormais aussi les entreprises dont l'activité dépend indirectement des ventes aux États-Unis. Les fournisseurs et prestataires des exportateurs impactés auront ainsi accès aux mêmes lignes de crédit, garanties et mécanismes de protection. Selon le ministère des Finances, cette extension représente un « pas fondamental » pour empêcher une contagion plus large dans les chaînes de valeur nationales et éviter un impact brutal sur l'activité et l'emploi.

Le gouvernement a précisé, en fin de semaine dernière, les contours financiers du plan, qui mobilisera un volume financier de 40 Md BRL (6,3 Md EUR). Sur ce montant, 30 Md BRL correspondent à des garanties publiques via le Fonds de garantie à l'exportation (FGE), permettant de sécuriser les crédits accordés aux exportateurs affectés. Les 10 Md BRL restants proviennent de ressources propres de la Banque de développement nationale, la BNDES, sous forme de deux lignes directes de crédit : le *Giro Emergencial Complementar*, pour financer la trésorerie, et le *Giro Diversificação Complementar*, destiné à soutenir la recherche de nouveaux marchés.

Dans sa première mouture, le plan *Brasil Soberano* s'appuyait déjà sur ce même arsenal de mécanismes de garantie, désormais renforcés et élargis. Le FGE, fonds public géré par le Trésor national, était jusque-là réservé aux grandes entreprises : il est désormais accessible aux micro et petites entreprises. Le Fonds de garantie du crédit à l'exportation (FGCE), fonds administré par le BNDES, voit son rôle accru avec de nouveaux apports de garantie afin d'absorber une partie des risques et faciliter l'octroi de prêts, notamment aux PME. Le gouvernement mobilise également le Fonds de garantie des opérations (FGO), géré par la Banco do Brasil, et le Fonds de garantie des investissements (FGI), administré par le BNDES, pour soutenir respectivement la trésorerie et le financement de projets d'investissement industriels. Enfin, le programme fiscal *Reintegra*, piloté par l'administration fiscale fédérale (*Receita Federal*), est réactivé pour restituer aux exportateurs une partie des impôts indirects accumulés. **La nouveauté de l'extension pour la deuxième phase du programme tient à l'élargissement du champ d'application : ces instruments, jusque-là réservés aux exportateurs directement touchés, seront désormais aussi accessibles à leurs fournisseurs et partenaires indirectement affectés par les surtaxes américaines.**

En complément, le président Luiz Inácio Lula da Silva a signé cette semaine un décret débloquant 12 Md BRL supplémentaires pour moderniser le parc productif brésilien. Ce programme, financé à hauteur de 10 Md BRL par la BNDES et de 2 Md BRL via l'agence brésilienne de financement de la recherche et de l'innovation (Finep), est destiné exclusivement à l'achat de machines et d'équipements, avec des taux compris entre 7,5% et 8,5% par an. L'objectif est de stimuler la digitalisation, l'automatisation et l'efficacité énergétique des entreprises, afin de renforcer leur compétitivité. Le

gouvernement a souligné que cette mesure prend une importance stratégique face au tarif américain, en permettant à l'industrie nationale de produire « mieux et moins cher », tant pour le marché interne que pour l'export, même si les contours du plan étaient dessinés bien avant l'imposition des surtaxes.

Sur le plan diplomatique et commercial, le Brésil cherche à diversifier ses débouchés. Le vice-président Geraldo Alckmin s'est rendu cette semaine au Mexique, accompagné de plusieurs ministres et d'une large délégation d'entrepreneurs. L'objectif affiché est d'élargir les liens commerciaux avec un pays qui figure déjà parmi les principaux marchés alternatifs identifiés par l'Agence brésilienne d'exportation (Apex). En 2024, les échanges entre les deux pays ont atteint 13,6 Md USD, faisant du Mexique le deuxième partenaire commercial du Brésil en Amérique latine après l'Argentine.

La visite au Mexique inclut la participation au Forum économique Brésil-Mexique, réunissant 250 entreprises des deux pays, ainsi qu'une rencontre avec la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum. Les secteurs ciblés vont des véhicules et de l'agroalimentaire aux technologies et à la transition énergétique. Le gouvernement brésilien mise particulièrement sur le pays pour absorber des exportations de meubles, de marbre et de machines agricoles, des produits fortement affectés par les droits américains. Pour le gouvernement, la diversification des partenaires commerciaux est stratégique, d'autant que le Mexique subit lui aussi des hausses tarifaires de Washington et partage donc un intérêt à renforcer l'intégration productive régionale.

Enfin, Brasília et Ottawa ont annoncé cette semaine la relance des négociations de l'accord de libre-échange Mercosul–Canada, interrompues depuis 2021. Le ministre des Affaires étrangères brésilien a insisté sur le caractère « stratégique » des négociations pour ouvrir des perspectives accrues pour les entreprises des deux pays. Le Canada représente aujourd'hui le 7ème marché d'exportation du Brésil, avec 6,3 Md USD de ventes en 2024, et le 11ème investisseur au Brésil, avec un stock de 28 Md USD d'IDE.

Portabilité du crédit à la consommation : un levier pour réduire les coûts du crédit

Le programme *Crédito do Trabalhador* – conçu pour améliorer l'accès au crédit des travailleurs du secteur privé (voir brèves du 17 mars 2025) – **a instauré cette semaine la portabilité des prêts du programme, franchissant ainsi une étape majeure.** Les bénéficiaires ayant contracté un crédit dans le cadre du dispositif peuvent désormais transférer leur prêt vers d'autres banques offrant de meilleures conditions. Ce changement, destinée à stimuler la concurrence et à réduire les taux d'intérêt, constitue une **réforme structurelle du marché du crédit brésilien, où les taux réels demeurent parmi les plus élevés au monde, pouvant atteindre plus de 100% par an selon les modalités.**

Pour l'instant, cette opération s'effectue directement sur les sites ou applications des banques, mais **à partir d'octobre, le transfert pourra être réalisé directement via l'application *Carteira de Trabalho Digital***[1]. L'objectif

[1] La *Carteira de Trabalho Digital* est une application officielle du gouvernement brésilien qui remplace le document physique de travail. Elle centralise les informations sur l'emploi, les contrats et les droits des travailleurs, et permet d'accéder à divers services, dont le crédit consigné.

est de permettre aux travailleurs de migrer leurs crédits vers l'établissement offrant les conditions les plus avantageuses, tant en termes de taux que de qualité de service.

Le programme *Crédito do Trabalhador*, lancé en mars 2025 par le gouvernement brésilien, vise à élargir l'accès au crédit aux salariés formels et à d'autres catégories de travailleurs – comme les travailleurs domestiques, ruraux ou encore les micro-entrepreneurs – via des prêts sur salaires[2] (*crédito consignado*) à des taux inférieurs à ceux des crédits classiques. Le programme **centralise les offres de crédit sur une plateforme publique**, accessible via la *Carteira de Trabalho Digital*, et **permet aux travailleurs de comparer les conditions de plusieurs institutions financières**. **Dès les premiers mois, le programme a rencontré un succès important** : en mai, plus de 11 Md BRL avaient été accordés, et à fin août, **le volume dépassait 30 Md BRL (4,8 Md EUR), avec plus de 4 millions de bénéficiaires**.

***

Zoom sur le marché du crédit en juillet :

L'encours de crédit accordé par les institutions financières s'établit à 6 716 Md BRL (1064 Md EUR) en juillet, soit 54,5% du PIB, selon les dernières données de la Banque centrale (BCB). **Cela représente une progression de 0,4% par rapport à juin et de 10,7% sur un an**[3]. Cette croissance demeure soutenue malgré une politique monétaire fortement restrictive (le taux directeur est à 15% avec des anticipations d'inflation qui atteignent 4,9% pour la fin de l'année) et le ralentissement de l'activité.

La croissance observée en juillet a été principalement tirée par les prêts à allocation dirigée, encadrés par des politiques publiques et bénéficiant de conditions subventionnées[4]. **À l'inverse, les crédits à allocation libre[5] – non affectés à une utilisation spécifique et non subventionnés – stagnent depuis plusieurs mois.** Dans le détail, les encours de crédits dirigés (immobilier, prêts agricoles, etc.) ont progressé de 0,7% sur le mois, atteignant 2 848 Md BRL, tandis que les crédits libres sont restés stables à 3 868 Md BRL. Sur douze mois, les premiers enregistrent une croissance de 12,5%, contre 9,4% pour les seconds.

Le taux d'intérêt moyen pratiqué par les établissements bancaires s'établit à 31,4% par an, avec une progression de 3,6 p.p. sur un an. Dans le détail, le taux moyen atteint 45,4% pour les crédits libres et 11,8% pour les crédits dirigés. **Le spread bancaire moyen est de 20,3 p.p., en hausse de 1,7 p.p. sur un an.**

Le taux de défaut moyen (prêts échus depuis plus de 90 jours) a atteint 3,8% en juillet, en hausse de 0,6 p.p. sur un an. Cette détérioration résulte d'une hausse du taux de défaut aussi bien des entreprises (2,5% contre 2,4% en juin) que des ménages (4,5% contre 4,3%), mais également d'une augmentation des défauts sur les crédits libres (5,2% contre 5%) et sur les crédits dirigés (1,8% contre 1,6%).

Enfin, en juin (dernières données disponibles), **l'endettement des ménages s'élevait à 48,7% de leur**

---

[2] Le *credito consignado* est prêt à la consommation remboursé par retenue directe sur le salaire (jusqu'à 35% du revenu) et garanti par le FGTS (Fundo de Garantia do Tempo de Serviço), fonds brésilien constitué par des dépôts mensuels de l'employeur (8% du salaire) pour protéger le salarié en cas de licenciement, retraite, achat de logement ou situations spécifiques, ce qui réduit le risque pour les banques et permet d'obtenir des taux plus bas qu'un crédit classique.

[3] En termes nominaux.

[4] Le **crédit dirigé** désigne des prêts encadrés par des politiques publiques, avec des conditions souvent régulées pour soutenir des secteurs prioritaires ou des objectifs sociaux. Il inclut des taux d'intérêt subventionnés, comme pour l'immobilier (ex. : *Minha Casa Minha Vida*), l'agriculture et les financements de la BNDES.

[5] Le **crédit libre** désigne les prêts dont les conditions sont négociées directement entre les banques et les emprunteurs, sans contraintes gouvernementales spécifiques. Cela inclut, par exemple, les cartes de crédit, les prêts personnels non garantis et les découverts bancaires.

revenu disponible, en hausse de 1 p.p. sur un an.

Etude économique & financière

Le marché régulé des paris en ligne : nouvel eldorado fiscal au Brésil ?

Le marché brésilien des paris sportifs et des jeux en ligne a réalisé un chiffre d'affaires de 17,4 Md BRL (2,8 Md EUR) au premier semestre 2025, selon la *Secretaria de Prêmios e Apostas* (SPA) du ministère des Finances. Ce montant correspond au revenu brut des jeux (*Gross Gaming Revenue* en anglais), soit la différence entre les mises et les gains distribués aux joueurs. Jamais le secteur n'avait disposé de données officielles aussi précises, conséquence directe de la mise en place de la régulation début 2025.

Près de 17,7 M de Brésiliens ont parié entre janvier et juin à travers 182 opérateurs autorisés par le gouvernement. Le profil type est masculin (71% des parieurs) et relativement jeune : près de la moitié a moins de 30 ans. La dépense moyenne par utilisateur actif a atteint 983 BRL (156 EUR) sur six mois, soit environ 164 BRL par mois. Cette base d'utilisateurs place les paris en ligne au rang des loisirs numériques de masse, comparables aux réseaux sociaux et plateformes de streaming.

Après des années de forte croissance non régulée entre 2019 et 2022, le gouvernement souligne l'importance de la mise en place d'une réglementation afin de mieux encadrer le secteur. Depuis octobre 2024, l'Agence nationale des télécommunications (Anatel), responsable de la régulation d'internet et des télécommunications au Brésil, a bloqué plus de 15 000 sites de paris illégaux, sur demande du ministère des Finances. **Malgré ces efforts, environ 40% du marché resterait clandestin, représentant une perte fiscale annuelle estimée à 10,8 Md BRL (1,7 Md EUR).** Les autorités prévoient de renforcer la surveillance et les sanctions, tandis que les acteurs du secteur craignent qu'une taxation trop lourde n'alimente ce marché parallèle.

Selon l'administration fiscale fédérale (*Receita Federal*), la taxation des paris et des loteries a rapporté 4,7 Md BRL (745 M EUR) au gouvernement entre janvier et juillet 2025. Les paris sportifs ont contribué pour 2,6 Md BRL, et les loteries pour 2,1 Md. Le mois de mai a marqué un record avec 814 M BRL de recettes fiscales sur un seul mois.

Outre les impôts classiques – impôt sur les sociétés (IRPJ), contribution sociale sur le bénéfice net (CSLL), cotisations sociales sur le chiffre d'affaires (PIS/Cofins) et cotisations de sécurité sociale – **la loi qui réglemente les paris sportifs et les jeux en ligne au Brésil (14.790/23) apporte un cadre spécifique aux paris sportifs et aux jeux en ligne.** Elle prévoit une répartition obligatoire des recettes fiscales : 36% pour le sport, 28% pour le tourisme, 13,6% pour la sécurité publique, 10% pour l'éducation et 10% pour la protection sociale. Le reste est dirigé vers la santé, la société civile, la police fédérale et l'industrie.

Aujourd'hui, le secteur est taxé à 12% du produit brut des jeux (GGR). Une mesure provisoire[6] publiée en juin, déjà en vigueur, en attente de ratification par le Congrès, relève toutefois cette taxe à 18% à partir d'octobre 2025.

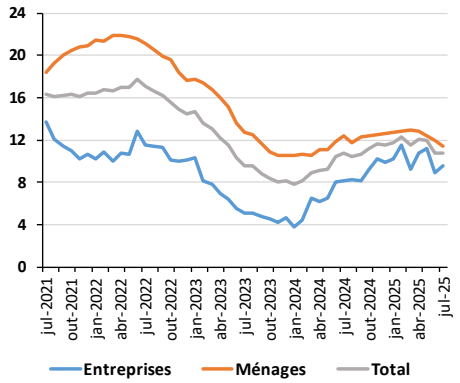
* * *

[6] Medida Provisória Nº 1.303, de 11 de Junho de 2025.

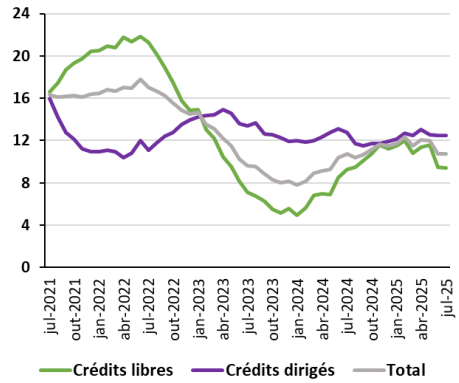
Graphiques de la semaine

Zoom sur le marché du crédit en juillet 2025

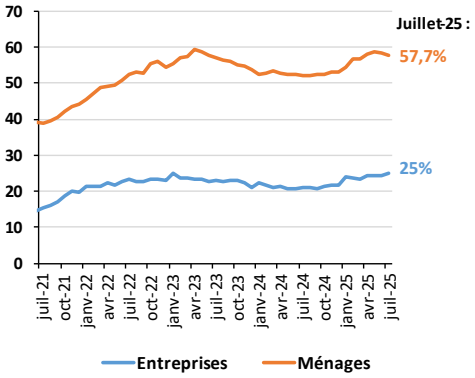
Croissance du crédit (variation sur 12 mois, %)



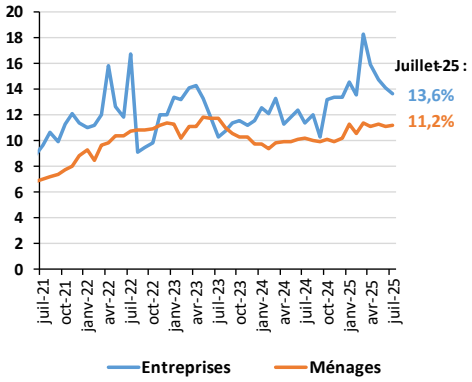
Croissance du crédit (variation sur 12 mois, %)



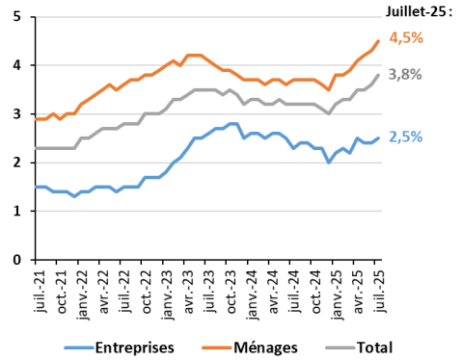
Evolution des taux d'intérêts pour les crédits en allocation libre, en % par an



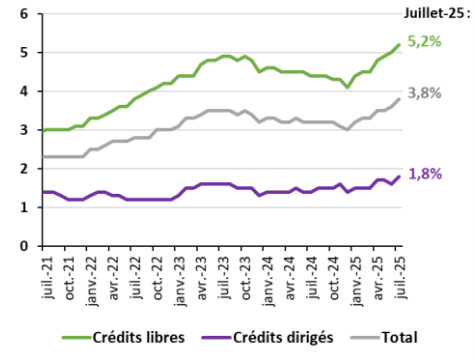
Evolution des taux d'intérêts pour les crédits en allocation dirigée, en % par an



Evolution des taux de défaut (prêts échus depuis 90 jours), en %



Evolution des taux de défaut (prêts échus depuis 90 jours), en %



Source : Banque centrale du Brésil

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr